

SOMMAIRE

- **limiter les rémunérations des patrons : Parisot dit oui... si l'État est actionnaire**
- **La Poste : le scandale des jetons de présence**
- **Etablissement Français du Sang : mobilisation contre une restructuration drastique**
- **Economie : l'activité ne suffit pas à réduire le chômage**
- **Etudiants : l'Unef et 7 syndicats de salariés lancent un « appel pour l'emploi »**
- **AFPA : grève contre le désengagement de l'État**
- **Filière socio-éducative : éducateurs et assistants sociaux manifestent pour leurs salaires**
- **Barreau de Bobigny : grève des avocats pour l'aide juridictionnelle**
- **Audiovisuel public : la CGT proteste après l'annulation d'une émission sur France Inter**
- **Grèce : les journalistes manifestent contre la précarité et les licenciements**
- **Portugal : grève des fonctionnaires contre l'austérité le 6 mai**
- **Emploi : le diplôme reste une valeur sûre pour débiter**
- **Travail du dimanche : la France se fait épingler par l'OIT**

ÉDITO

SARKOZY FAIT SON MARCHÉ POUR 2012



Il faut s'y résoudre et on en a pour quelques mois, douze pour être précis, la campagne électorale des présidentielles est engagée, même si certains candidats font encore les coquets pour se déclarer mais surtout pour afficher leurs programmes. La semaine passée est venue renforcer une certitude : les questions sociales ne pourront être absentes du débat. Pas plus qu'elles ne l'avaient été lors de l'élection de l'omniprésident. Passons sur le programme « économique » du Front national dévoilé par la fille à son papa. Il recycle après les avoir polies les mêmes antiennes démagogiques du protectionnisme, de la préférence nationale. La seule économie que l'on y trouve est celle de la pensée et de la crédibilité. Mais cela n'en atténue pas la nocivité ni les risques de se retrouver dans la configuration de 2002.

De son côté, l'autoproclamé « Président du pou-

voir d'achat » est en train de nous refaire le coup du partage des richesses, bien conscient que les Français en ont ras-le-bol de se serrer la ceinture pendant que les actionnaires font la fête. Après nous avoir expliqué la règle des trois tiers suivant laquelle il entendait que soient distribuées les richesses créées par l'entreprise, le voici qui nous parle d'augmenter les salaires en même temps que les dividendes. Comme à son habitude lorsqu'il est en panne d'idées et en difficultés sur le terrain social, Nicolas Sarkozy n'hésite pas à faire son marché chez les autres, à l'extrême droite pour la sécurité et l'immigration, à gauche pour être dans l'air du temps quand la contestation sociale se fait trop forte. En déplacement à Issoire, Nicolas Sarkozy a ainsi confirmé que le gouvernement préparait un dispositif qui contraindrait les entreprises à augmenter les salaires de leurs salariés lorsqu'elles augmentent les dividendes versés à leurs actionnaires. Pas gonflé... ! Au-delà du fait que ça n'a pas fait hurler un seul instant le moindre patron, on peut légitimement douter tant de la crédibilité que de la volonté de Nicolas Sarkozy d'écorner si peu que ce soit les profits. Depuis qu'il est aux affaires, il a tout fait pour justement déconnecter de la progression de la valeur ajoutée l'évolution des salaires et des retraites.

Au niveau européen, il entend justement au travers du pacte de compétitivité Sarkozy-Merckel renforcer encore cette déconnexion afin que rien n'empêche les actionnaires de se gaver.

Limiter les rémunérations des patrons : Parisot dit oui... si l'État est actionnaire



On se souvient de la gêne, pour ne pas dire plus, de la patronne des patrons lorsque les scandales de la rémunération des patrons ont éclaté. Le Medef, très embêté par tout le foin que ces retraites dorées, stock-options, hausses de salaires avait soulevé, avait dégainé une simple charte, pavée de bonnes intentions pour servir de contre-feu. Vendredi 8 avril, Laurence Parisot est revenue sur le sujet avec un courage exemplaire en estimant « *tout à fait normal que l'État décide, s'il le souhaite, de limiter les rémunérations des dirigeants des entreprises dont il*

est actionnaire ». Pendant ce temps au moins, on ne parle pas des salaires de ses principaux mandants.

La Poste : le scandale des jetons de présence

Le conseil d'administration de La Poste a fixé à 230 000 euros par an le montant des jetons de présence qui doivent désormais être alloués aux administrateurs du groupe public. La décision d'octroyer ces jetons de présence sera entérinée lors d'un vote en assemblée générale le 27 avril. « *Un scandale de plus à La Poste* », a estimé vendredi 8 avril la FAPT-CGT. « *Avec l'arrivée des nouveaux actionnaires, les dérives vers la mise en place d'une société du CAC 40 s'accroissent à La Poste* ». Dénonçant un « *système pervers qui ne concerne que certains individus fidèles défenseurs du système capitaliste* », la CGT estime que « *la décision de s'octroyer des jetons de présence est un véritable scandale dans une période où il est demandé de plus en plus de sacrifices à des postiers en souffrance* ».



Etablissement Français du Sang : mobilisation contre une restructuration drastique



Un projet de restructuration de la branche sang de l'EFS (Etablissement Français du Sang) visant à réduire le nombre de laboratoires régionaux, a été bloqué vendredi 8 avril par les syndicats, qui ont refusé de donner un avis en comité d'entreprise et saisi la justice.

CFDT, CFE-CGC, CGT, FO avait appelé à une grève à cette occasion. Cette restructuration s'inscrit dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques et prévoit de réduire le nombre de laboratoires régionaux de 14 à 4 (Lille, Angers, Annecy et Montpellier) pour baisser les coûts de 15 %. Quelque 260 emplois, sur les 450 salariés de cette branche à 70 % féminine (techniciens de laboratoire, infirmiers, médecins), sont concernés par cette réforme.

Les syndicats, qui dénoncent les « *impacts sociaux* » (extension des heures de travail de 04 h 00 à 21 h 00) et les « *risques* » (en termes de disponibilité des produits) que cette réforme ferait courir au service public transfusionnel, ont décidé par 22 voix pour (CFDT, CGT) et 4 abstentions (CFE-CGC, FO) de saisir la justice en référé.

Economie : l'activité ne suffit pas à réduire le chômage

L'activité économique en France au premier semestre 2011 connaîtra une « accélération » sans pour autant infléchir la courbe du chômage qui restera « stable » à un « niveau élevé », ni doper le pouvoir d'achat dont la progression s'annonce « modérée », selon l'Insee. Le pouvoir d'achat des ménages progresserait à peine (+ 0,1 %) au premier trimestre 2011, avant 0,3 % au deuxième. L'Institut attend cependant un regain d'inflation lié à la répercussion de la hausse des matières premières. Le « choc » à venir portera vraisemblablement sur les produits alimentaires. « La hausse des matières premières a été peu répercutée, singularité française », relève-t-il et sa répercussion sur les prix à la consommation par les distributeurs devrait donc intervenir dans les prochains mois. Selon l'Insee, l'inflation serait ainsi de 1,9 % en un an en juin contre 1,8 % en décembre.



Etudiants : l'Unef et 7 syndicats de salariés lancent un « appel pour l'emploi »



La première organisation étudiante et sept confédérations syndicales de salariés (CGT, CFDT, FSU, FO, Unsa, CFTC, CFE-CGC) ont annoncé jeudi 7 avril dans un communiqué avoir lancé « un appel pour l'emploi » dans lequel ils demandent d'« en finir avec la stigmatisation des jeunes ». « En l'espace de quarante ans, l'accumulation de politiques d'exclusion et de stigmatisation a institutionnalisé la précarité des jeunes. Des subventions pour l'embauche en CDD de Raymond Barre aux nouvelles exonérations de François Fillon, l'empilement des dispositifs d'exception a enfermé les jeunes dans un ghetto social qu'ils traversent tous à

des degrés divers », écrivent-elles. La question de l'emploi était au cœur du 82^e congrès de l'Unef qui s'est tenu du jeudi 7 au dimanche 10 avril à Montpellier. Par ailleurs, Emmanuel Zemmour, 23 ans, étudiant en master d'économie à l'Ecole Normale Supérieure (ENS) de Paris a été élu samedi à la tête de l'Union nationale des étudiants de France. Il succède à Jean-Baptiste Prévost, élu président en décembre 2007, réélu en 2009 et qui ne souhaitait pas briguer de troisième mandat. Le nouveau président du syndicat étudiant se dit lui-même de la génération CPE à l'occasion de laquelle il a rencontré le syndicalisme. La CGT et son Ujict étaient présentes aux travaux du syndicat étudiant.

AFPA : grève contre le désengagement de l'État

La moitié des salariés de l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA) ont répondu à l'appel à la grève lancé pour jeudi 7 avril par la CGT, la CFDT, SUD, la CFE-CGC et la CFTC pour dénoncer les risques de « démantèlement » de ce service public. « Le désengagement de l'État du financement de l'AFPA » ainsi que « les mesures contenues dans le plan stratégique mènent l'association à son démantèlement et à sa perte. Les réorganisations en cours à tous les niveaux de l'association sont destructrices », ont affirmé les cinq syndicats dans un communiqué commun, dénonçant aussi les méthodes de gestion du personnel « par le mensonge, la peur et le mépris ». Les syndicats déplorent depuis des mois un « désengagement financier de l'État » envers ce service public de près de 12 000 salariés alors que les compétences de la formation professionnelle ont été transférées en 2009 aux Régions, qui fonctionnent par appels d'offres.



Filière socio-éducative : éducateurs et assistants sociaux manifestent pour leurs salaires

Au moins un millier de travailleurs sociaux, éducateurs ou assistants sociaux ont manifesté jeudi à Paris à l'appel d'une intersyndicale (CGT, FO, CFDT, FA-FPT, Unsa, CFTC, FSU, Solidaires, et CFE-CGC) pour réclamer une reconnaissance de leurs diplômes à Bac + 3 et une revalorisation des salaires. Les syndicats s'opposent à des projets de décrets maintenant les 150 000 travailleurs sociaux en catégorie B. Lors d'une précédente manifestation, le 16 mars, qui avait réuni également un millier de manifestants à Paris, ils avaient obtenu le report de l'examen de ces décrets au 16 avril.



Barreau de Bobigny : grève des avocats pour l'aide juridictionnelle



Les avocats du Barreau de la Seine-Saint-Denis ont décidé de se mettre en grève à partir de ce lundi 11 avril pour dénoncer « la dégradation constante » de leurs conditions d'exercice au titre de l'aide juridictionnelle. L'Ordre n'organisera plus de permanence à partir de lundi et « il ne sera plus procédé à aucune désignation au titre de l'aide juridictionnelle civile et de la commission d'office pénale », explique le bâtonnier dans un communiqué. Il dénonce également « l'indifférence de l'État face à la demande des avocats d'ouverture sans délai des négociations sur la refonte du système d'aide juridictionnelle ». Les avocats demandent une rémunération au lieu d'une indemnisation.

« L'indemnisation de l'aide juridictionnelle est tarifée par barèmes, en fonction du type d'intervention, ce qui fait que nombre d'avocats, qui ont des charges élevées à payer, perdent de l'argent », explique le bâtonnier Jean-Claude Benhamou.

Audiovisuel public : la CGT proteste après l'annulation d'une émission sur France Inter

La CGT a protesté mercredi auprès de France Inter contre l'annulation du passage sur cette antenne de Bernard Thibault, parlant d'une « situation discriminatoire » à son encontre. Le service de presse a adressé une lettre ouverte à Philippe Val, directeur de la station qui a préféré ne pas interviewer à 8 h 20 Bernard Thibault, pour lui préférer le ministre de la Défense, Gérard Longuet, qui a été interrogé sur la situation en Côte d'Ivoire et en Libye.



« Pour justifier cette annulation, des motifs liés à l'actualité ont été avancés. Nous avons constaté ce matin à l'écoute du 7/9 que cette actualité +brûlante+ n'a en rien modifié la grille, hormis l'invitation du ministre de la Défense », écrit la CGT.

« S'agissant de la seconde annulation consécutive en un mois et de la troisième en un an, la CGT peut légitimement s'interroger sur un traitement qu'elle considère comme anormal », ajoute la lettre, qui fait aussi valoir que « toutes les enquêtes d'opinion de ces dernières semaines montrent que les priorités de la population portent sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les conditions de travail, le service public ».

Grèce : les journalistes manifestent contre la précarité et les licenciements

Des centaines de journalistes ont manifesté à Athènes vendredi 8 avril, deuxième journée d'une grève de quatre jours déclenchée par leurs syndicats, pour réclamer la signature de conventions collectives et le maintien de leurs salaires et de leurs emplois. Ils dénoncent les coupes salariales, licenciements et mise en place dans certains médias de conventions d'entreprises, alors que la signature des conventions collectives du secteur est en souffrance depuis 2009.



Portugal : grève des fonctionnaires contre l'austérité le 6 mai



La Fédération des Syndicats de la Fonction Publique (FNSFP) a appelé jeudi 7 avril à une grève des fonctionnaires portugais le 6 mai prochain, pour la défense des services publics et contre la politique d'austérité. Le mouvement social vise notamment à protester contre les réductions des salaires dans le secteur public, a indiqué la FNSFP, qui prône « *un changement de cap* » au lendemain de l'annonce par M. Socrates d'une demande d'aide financière internationale. Les deux principales confédérations syndicales avaient organisé en novembre dernier la première grève générale unitaire depuis 1988 contre la politique d'austérité.

Emploi : le diplôme reste une valeur sûre pour débiter

La crise que nous subissons depuis 2008 a encore un peu plus creusé l'écart entre jeunes diplômés et non diplômés en termes d'entrée dans la vie active. Même si les jeunes diplômés sont plus touchés par la massification du chômage, ils accomplissent plus facilement le premier pas vers l'emploi. C'est ce que révèle la dernière enquête trisannuelle du Céreq, publiée jeudi 7 avril. Pour les 739 000 jeunes sortis du système éducatif au cours ou à l'issue de l'année scolaire 2006-2007, la conjoncture était initialement favorable, avec un taux de chômage bas, qui leur a même permis d'accéder plus vite à l'emploi que leurs aînés de la génération 2004, indique le Centre d'études et de recherche sur les qualifications. Mais après trois ans de vie active et une crise économique apparue mi-2008, le taux de chômage de cette génération atteint 18 %, soit quatre points de plus que dans la génération précédente. Dans la génération 2004, 56 % des non-diplômés travaillaient trois ans plus tard. Dans le groupe 2007, à peine 49 % des non-diplômés avaient un emploi en 2010, contre 70 % de ceux dotés d'un diplôme du secondaire. Entre diplômés du secondaire et non diplômés, la différence est de plus de 21 points, alors qu'elle n'était que de 18 points pour la génération précédente.



Travail du dimanche : la France se fait épingler par l'OIT



L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a épinglé la France, mardi 5 avril, sur le travail dominical, estimant que la hausse des dérogations au repos hebdomadaire obéit à des « préoccupations économiques » sans prendre en compte l'« impact » social pour les salariés. Selon la commission d'experts de l'OIT, « ce qui reste à démontrer est l'impossibilité d'appliquer le régime normal de repos hebdomadaire qui rendrait nécessaire le recours au travail dominical ». Ils pointent notamment le cas de l'ouverture dominical des magasins d'ameublement pour souligner que la dérogation au repos hebdomadaire « répond à des préoccupations économiques, liées à la concurrence et aux souhaits des consommateurs ». « Les considérations sociales, quant à elles, à savoir l'impact de cette dérogation sur les travailleurs concernés et leurs familles, ne paraissent pas avoir été prises en compte ou en tout cas pas au même titre que les considérations économiques », poursuit leur rapport.

TOUT SUR LE CONGRES DE L'UGICT : www.congres.ugict.cgt.fr